

Mars 2013 N° 57

Hommage

Eirene Suisse pleure Silvia

Septembre 2002, Berne. Alors que je reviens d'une affectation d'une année au Rwanda, le coordinateur d'Eirene Suisse de l'époque me demande de «briefer» Hans, le volontaire qui prend ma relève à l'Ecole de Nyarurema. Pourtant, lors de l'entretien, c'est sa compagne Silvia qui me pose le plus de questions. Alors que l'école ne pouvait l'accueillir, elle cherche une possibilité de se rendre elle aussi au pays des mille collines. Dubitatif, je lui réponds poliment, persuadé qu'elle devra se rendre à l'évidence: une telle aventure n'est pas pour elle, elle n'a même pas vingt ans!

Septembre 2012, village de Buttes dans le Val-de-Travers. Le soleil brille et la douceur de l'atmosphère invite à la flânerie. Pourtant, c'est bien le travail qui réunit l'équipe d'Eirene Suisse dans ce cadre bucolique. Dans la grande salle de la «maison des hirondelles», les débats fusent, les arguments s'échangent, les discussions s'animent. L'association vit un moment-clé de son développement: le programme quadriennal 2013-2016 est en train de prendre forme. Silvia, ses deux enfants sur les genoux, participe aux échanges. Mais ne vous y trompez-pas: elle est une cheville ouvrière d'un processus qu'elle a piloté avec la rigueur qu'on lui connaît, en adéquation avec les valeurs participatives de l'association.

Silvia, 30 ans, membre du comité depuis 10 ans déjà. Que de chemin parcouru entre ces deux souvenirs! Après une expérience de bénévolat d'une année au Rwanda, poste qu'elle aura trouvé par elle-même sans l'appui d'Eirene Suisse, elle poursuit son engagement au sein de l'association. Au fil des années, son professionnalisme, son intelligence et sa ténacité en auront fait un élément structurant du comité. A de nombreuses reprises, au chargé de programme «opérationnel» que je suis, elle aura servi de baromètre: quand elle donne son aval à un projet, c'est qu'il tient la route!

Dotée d'un franc-parler qui désarçonne au premier abord, elle fait avancer les dossiers déterminants pour le développement institutionnel de l'association: plan d'action 2009-2012, fusion entre GVOM et Eirene Suisse, mise en place d'une méthode pour évaluer les changements induits par les volontaires sur le terrain, accompagnement de l'analyse institutionnelle commanditée par Unité, programme 2013-2016... Durant ces années où s'accentue la pression pour les financements et l'efficacité, son appui est décisif pour mener la barque Eirene Suisse au milieu des flots agités.

Au cours de ses dix années d'engagement, Silvia a fortement contribué à façonner le nouveau visage d'Eirene Suisse, lui donnant ainsi les meilleurs atouts pour faire face aux défis qui sont les siens. Elle l'a fait le soir ou le week-end, parallèlement à ses études, à son travail, à ses autres engagements bénévoles. Elle l'a fait avec ses enfants à ses côtés lors des réunions, nourrissant sa vie sociale de sa vie familiale et inversément. Elle l'a fait avec courage, intensité et conviction. Elle l'a fait avec une volonté à soulever des montagnes, réfléchissant souvent un coup à l'avance. Elle l'a fait avec force de proposition et loyauté.



Photo: B. Faidutti Lueber

Silvia, 30 ans, décédée brutalement le 30 décembre 2012 dans un accident de spéléologie, laisse un immense vide derrière elle. Un vide pour ses enfants, pour son mari, pour sa famille, pour nous tous. Un vide pourtant rempli d'espoir: celui que son appétit de vie nous laisse à chacun d'entre nous.

Jérôme Strobel

Sommaire

Violence envers les femmes: des sociétés mutilées

La violence envers les femmes fait des ravages en Amérique centrale. Elles sont des milliers à être assassinées en pleine rue ou à mourir sous les coups de leur partenaire. Malgré les progrès réalisés dans plusieurs pays au plan pénal, les lois contre les féminicides peinent à montrer des résultats.

«Cela fait 9 jours que les cérémonies ont débuté avec l'incinération et l'enterrement à l'église. Le temple est bondé. J'ai engagé un ensemble de musique sacrée pour que l'événement soit plus solennel. Ces jours, mes pleurs ont les mêmes nuances. Je voudrais crier, mais je tiens à peine debout». Ces mots sont ceux d'une «mère mutilée», publiés il y a quelques semaines au Mexique dans un livre témoignage*. Esther Hernández y raconte l'assassinat de sa fille Irene, 26 ans et enceinte, lors du rapt de son mari par un groupe mafieux et son combat pour que justice soit faite. Une histoire terrible, et pourtant, une histoire tellement banale.



Photo: Voces Nuestras

Amérique centrale pointée du doigt

En Amérique centrale et au Mexique, les assassinats de femmes sont une fatalité. Ceux, comme celui d' Irene, liés à la violence endémique de la région. Et ceux qui touchent les femmes simplement parce qu'elles sont femmes: les «féminicides». Un nom apparu il y a 20 ans dans la littérature féministe, qui aujourd'hui, de par l'ampleur du phénomène, est entré dans le langage courant latinoaméricain: tout viol, mauvais traitement ou exploitation provoquant la mort est considéré comme un féminicide. La plupart du temps, ces assassinats sont le fait d'un mari, d'un père ou d'un membre de la famille. Souvent, la mort est la derrnière étape après des années de violence et de souffrance.

La violence de genre, si elle est quasi universellement répandue (voir encadré 1), est particulièrement alarmante dans une quarantaine de pays - selon les Nations unies - parmi lesquels les Etats d'Amérique centrale: Le Salvador et le Guatemala sont les deux pays où le taux de féminicide est le plus élevé, devant la Lituanie. Une récente étude de ONU Femmes au Guatemala a montré que six mille femmes ont été assassinées dans ce pays ces dix dernières années, et que une sur deux dit avoir souffert de violence physique au moins une fois dans sa vie.

Au Honduras, le Centre des droits des femmes a récemment fait savoir que 1314 femmes ont été assassinées depuis 2009. Les mouvements féministes dénoncent l'augmentation de la violence de genre depuis le coup d'Etat et la destitution de Manuel Zelaya cette année-là. «Le gouvernement actuel de Profirio Lobo Sosa est celui sous lequel les femmes souffrent le plus de violences», explique la chercheuse hondurienne Nisa Medina. Beaucoup sont des adolescentes, voire même des enfants. Dans la moitié des cas, c'est le même scénario: la femme, jeune, est tuée près de sa maison avec une arme à feu.

Des lois progressistes

Au Salvador, le nombre de homicides a baissé l'année passée, alors que celui de féminicides a augmenté, selon l'Institut de recherche, formation et développement de la femme IMU. «Il y a moins d'assassinats, mais plus de femmes assassinées, explique sa directrice, Deysi Cheyne. Certains sont très violents, les victimes sont démembrées. Le message qui est donné est simple: on peut maltraiter le corps d'une femme sans conséquences.»

Sous la pression des mouvements féministes, les autorités ont été forcées de réagir. Ainsi la plupart des pays de la région disposent à présent de moyens légaux pour lutter contre la violence de genre. Le Guatemala a voté en 2008 une loi contre le féminicide et dispose d'une Commission présidentielle spéciale. Le Costa Rica également a introduit le féminicide comme délit pénal. Autre exemple, le Honduras, qui dispose d'une loi contre la violence domestique et d'un institut national des femmes.

Changer la société

Malgré ces progrès, les lois n'ont pas suffi à introduire de réels changement dans les faits, et les associations de femmes dénoncent de nombreuses lacunes, notamment dans l'attention aux victimes. Porter plainte, faire appel à la justice reste difficile pour de nombreuses victimes. Car la société mésoaméricaine reste résolument

En Suisse aussi

Dans notre pays, plus de la moitié des homicides sont commis dans la sphère familiale et touchent en grande majorité des femmes. Les statistiques policières rescencent, en 2011, 28 femmes tuées par un proche, et 66 tentatives d'homicide. Dans un cas sur deux, l'agresseur fait usage d'une arme à feu. «L'agresseur est la plupart du temps des hommes et très souvent le partenaire ou un proche, affirme Stella Jegher coordinatrice, pour les questions de genre à la section suisse d'Amnesty International. Il agit souvent parce que son orgueil est blessé et parce qu'il veut montrer son pouvoir sur une femme qui ne se comporte pas comme le requiert son «rôle» de femme». Entre 2009 et 2011, le nombre de cas graves de violence domestique a augmenté.

* Esther Hernández Palacios, Mexico 2010. Diario de una madre mutilada (Ficticia Editorial, Mexico, 2012).

machiste. «Les médias parlent rarement des féminicides», dénonce Ana Hernandez, représentante de l'Alliance de femmes costariciennes. On parle alors de meurtres passionnels. La violence est souvent perçue comme un simple problème de la vie familiale.

Afin de changer les mentalités, certains commencent à présent à se tourner également du côté des hommes, comme le fait l'Institut WEM (voir encadré). L'année dernière, le président guatémaltèque Otto Pérez Molina, a lancé un appel afin que les hommes ne violentent pas leurs compagnes et a encouragé les femmes à dénoncer les violences dont elles sont victimes. Enfin, tant que l'impunité régnera en Amérique centrale, la lutte contre la violence envers les femmes restera extrêmement difficile. Selon la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, 98% des féminicides sont impunis, malgré le fait que ce crime soit passible de 25 à 50 ans de prison, sans réduction de peine possible.

Anouk Henry

Changer les hommes

Veiller à ce que les hommes s'impliquent dans la construction d'une masculinité non machiste, qu'ils promeuvent et défendent les droits humains, qu'ils intègrent la culture de paix comme mode de vie, qu'ils vivent la sexualité et l'érotisme de manière intégrale et qu'ils évitent la violence envers eux-mêmes et envers les femmes, les jeunes et les enfants et envers l'environnement: c'est l'ambitieux objectif que s'est fixé l'Institut WEM, fondé il y a treize ans au Costa Rica. WEM, qui signifie «homme» en langue indigène bribri, a développé une méthode de travail unique et axe directement son action sur les hommes. Le volontaire Grégory Jaquet collabore avec WEM depuis le début de l'année.

Les formateurs de l'institut partent du principe que les hommes sont enfermés dans le machisme qui en fait des agresseurs vis-à-vis de leur entourage. Des groupes de parole, qui compte parfois plus de cent hommes, se réunissent chaque semaines aux quatre coins du pays. WEM dispense aussi des ateliers pour qui enseignent aux hommes à gérer leurs émotions et d'autres aux jeunes pour leur inculquer l'égalité des genres. Bien au-delà du développement personnel, WEM s'attaque à la violence et aux inégalités entre les sexes grâce à une approche complémentaire à celle des mouvements féministes.



Photo: Voces Nuestras

Haïti

Tit patat fè pil

Depuis trois ans, le GARR donne régulièrement des formations sur le genre, participe à des conférences dans les camps lors des journées spéciales (8 mars et 25 novembre en particulier). Les résultats sont déjà tangibles, comme le montrent ces quelques anecdotes rapportées par Céline Maye, volontaire et animatrice de ces ateliers.

Yolette, habitante d'un camp de Christ-Roi à Port-au-Prince, quand on lui demande ce qui a changé depuis qu'elle a suivi l'atelier genre, répond: «Avant, je ne laissais pas ma fille jouer au football, je pensais que c'était un jeu de garçon. Maintenant, je sais qu'elle peut faire ce qu'elle veut!»

Un soir de décembre, une de ses voisines, une fois de plus, se fait battre par son mari. Mais cette fois, la femme sort en criant, les voisins s'en mêlent, font la leçon à l'homme brutal. Avant de l'expulser du camp, il y a en a même un qui ajoute: «Tu n'as pas entendu le GARR dire qu'il ne fallait pas frapper nos femmes?».

C'était peut-être le 25 novembre, le GARR intervenant dans toutes ses zones de travail. Le dernier atelier en 2012, portait sur les raisons du silence des femmes victimes de violences. Ce jour-là, lors de mon intervention au camp KID, un homme, au fond, crie: «Mais les femmes ne font rien, il faut bien les corriger!». Les presque 100 femmes présentes se sont retournées comme un seul hom..., comme 100 femmes, rétablissant en une seconde et quelques arguments la réalité de journées surchargées. Ensuite, des sourires, une connivence qui n'existe que dans la lutte.

Parmi elles il y avait certaines des trente jeunes femmes sélectionnées pour suivre une formation en plomberie ou électricité. Lors des entretiens qui ont précédé le choix des futures élèves, une question leur était systématiquement posée: «Mais ça, ce sont pas plutôt des métiers de garçon, non?». Presque toutes, alors, ont enchaîné, nous faisant la leçon sur les femmes, leurs compétences, égales à celles des hommes «c'est du genre ça, pas du sexe!», les possibilités, leur souhait de changer le visage du pays et de mettre des touches féminines dans des mondes traditionnellement exclusivement masculins. «Céline, tu n'as pas vu ces femmes conduire des camions?» en ajoute une. Si, j'ai vu. Le monde change. Petit à petit. Tit patat fè pil comme on dit ici (une pomme de terre après l'autre, se construit une pile).

Céline Maye

Les femmes peuvent prendre en main leur destin

Depuis la fin 2012, Marilena Berardo collabore avec Pro-Femmes, une organisation qui rassemble 58 associations rwandaises réparties dans tout le pays. Pro-Femmes œuvre pour l'éradication de toute forme de discrimination contre les femmes et promeut leur place à tous les niveaux de la société.



Photo: USAID/Rwanda, Mme Suzanne Ruboneka, responsable du Programme Campagne Action pour la Paix à Pro-Femmes

Madame Marie Immaculee Ingabire, conseillère auprès de Pro-Femmes et membre du Conseil d'administration ainsi que Présidente de Transparency International Rwanda a accepté de nous parler de cette ONG qui, après le génocide de 1994, s'est activement impliquée dans la reconstruction du pays et le rétablissement de la paix et de la sécurité en intégrant en son sein des femmes restées dans le pays, des femmes qui avaient vécu à l'extérieur, ainsi que des femmes des prisonniers accusés d'avoir participé au génocide.

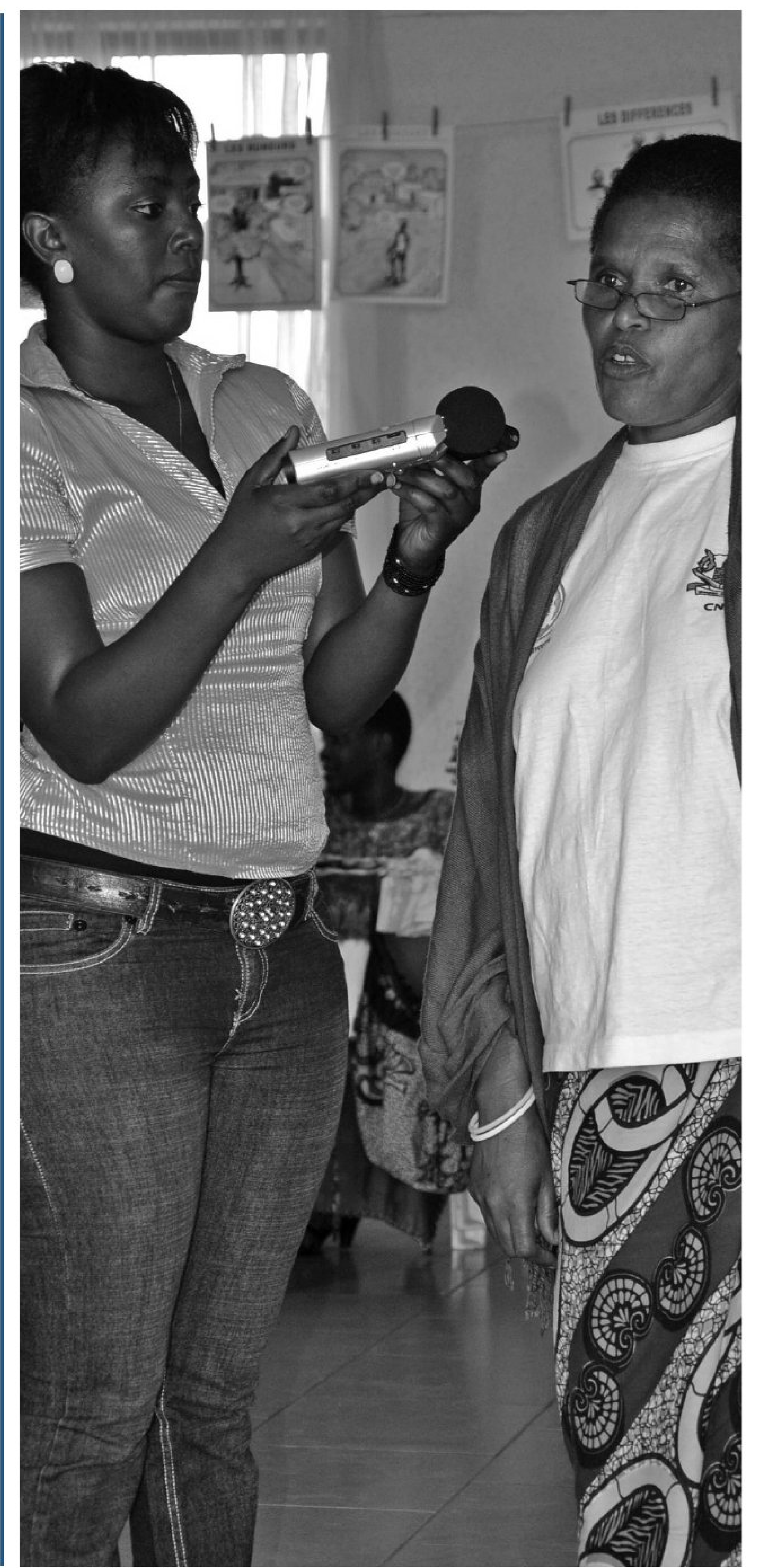
Madame Marie Immaculée Ingabire, vous êtes à Pro-Femmes depuis longtemps. Qu'est-ce que représente pour vous Pro-Femmes et quelles sont les motivations qui vous ont menées à commencer ce travail pour les femmes au Rwanda et à le continuer pendant ces années?

Le Collectif Pro-Femmes représente beaucoup de choses pour moi, particulièrement en ce qui concerne la reconnaissance des femmes en tant que citoyennes à part entière du Rwanda et qui doivent jouir pleinement de leurs droits et jouer leur rôle d'actrices de la paix et du développement durable. En fait je n'ai pas commencé à militer pour les droits des femmes au Rwanda. Pro-Femmes a vu le jour en 1992, je n'étais pas encore rentrée au Rwanda à l'époque j'étais encore au Burundi où j'ai passé presque 30 ans d'exil. Mais là aussi, je défendais les droits des femmes et quand je suis arrivée au Rwanda en 1994 j'ai rejoint Pro-Femmes pour donner ma modeste contribution dans la reconstruction de mon pays. C'était au lendemain du génocide qui venait de détruire le pays sur tous les plans et pendant lequel les viols et autres violences sexuelles avaient été utilisés comme arme du génocide.

Comment expliquez-vous la continuité et l'engagement de Pro-Femmes dans la société rwandaise et quels sont, selon vous, les moments les plus importants de son histoire?

L'engagement et la détermination de Pro-Femmes sont dûs, en une grande partie, à l'histoire du Rwanda. Ce pays a connu des violences cycliques à caractère ethnique qui ont abouti au génocide perpétré contre les Tutsi en 1994, et à chaque fois que les conflits éclataient les femmes souffraient plus que quiconque du fait de leur vulnérabilité mais aussi, et surtout, à cause des pratiques culturelles définies par la société. Pro-Femmes a donc compris que les femmes devaient jouer un rôle dans la défense de leurs droits mais aussi dans la construction d'une société exempte des abus aux droits de la personne, où les hommes et les femmes œuvrent ensemble pour un développement durable; où les femmes peuvent prendre en main leur propre destin.

Les moments forts de Pro-Femmes sont, à mon avis, sa création: en effet, Pro-Femmes a été créée en 1992, au moment où le pays traversait une grave crise politique et vivait une guerre civile. Ce n'était pas facile pour les femmes d'initier un mouvement de la société civile. L'année 1995 restera marquée dans l'histoire de Pro-Femmes car c'est après la conférence de Beijing que les femmes rwandaises ont pu se retrouver, se concerter, rétablir la confiance qui avait été détruite par le génocide et l'exil qui avait duré plus de 30 ans. En 1996, Pro-Femme a reçu le Prix de la Tolérance octroyé par l'UNESCO. Et en 2002, Pro-Femmes a célébré son dixième anniversaire. Le Président de la République, qui était l'invité de marque de l'événement, a donné au Collectif une somme de 10.000.000 francs rwandais qui a contribué à acheter l'immeuble dans lequel Pro-Femmes travaille aujourd'hui.


Photo: USAID/Rwanda

La lutte contre les violences faites aux femmes sera au centre de la 57e Commission sur le Statut des Femmes qui se déroulera à New York du 4 au 13 mars 2013. En même temps, Pro-Femmes fêtera son 20e anniversaire.

Comment considérez-vous ce moment historique pour Pro-Femmes, surtout à la lumière de son engagement sur le terrain, pour la lutte et la prévention des violences dans la Région des Grands Lacs et au niveau africain?
C'est une occasion pour Pro-Femmes d'échanger des expériences avec les femmes des autres pays du monde et d'arrêter de nouvelles stratégies de pérennisation des acquis, mais aussi pour combler les inégalités qui persistent toujours dans la société.

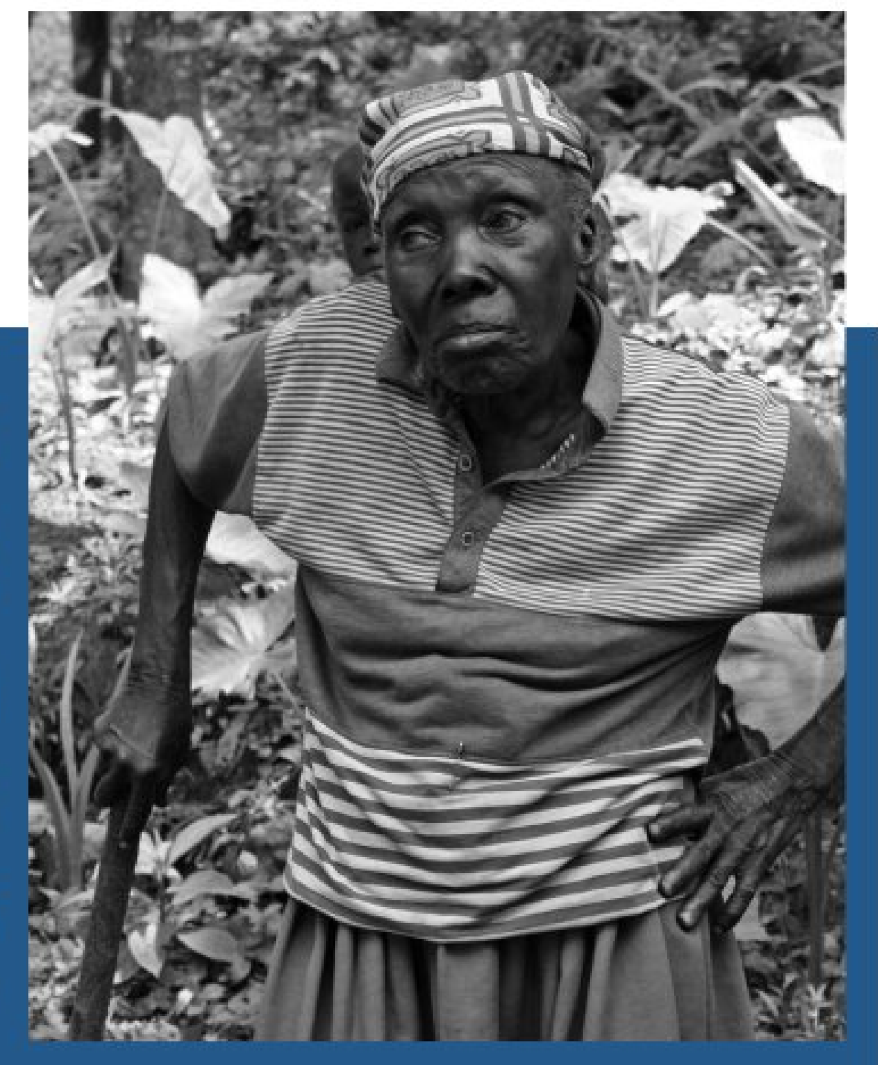
Pro-Femmes a été un pilier de la réconciliation au Rwanda et de la lutte contre les violences faites aux femmes. Grâce à ce travail, la société rwandaise est devenue plus juste et les femmes aujourd'hui jouissent de plus de liberté et de marge d'initiative par rapport aux femmes des autres pays africains. Pouvez-vous nous parler du futur de Pro-Femmes et de ce que vous pensez être les défis qu'il devrait affronter pour répondre aux besoins actuels des femmes rwandaises?
Le futur de Pro-Femme se dessine plutôt dans une perspective optimiste, car il possède beaucoup de forces et d'opportunités, que ce soit au niveau national, régional et international. Bien évidemment les défis ne manquent pas; les plus importants sont liés à l'instabilité politique de la région des Grands Lacs, l'existence des groupes armés actifs et nuisibles surtout dans l'Est de la République Démocratique du Congo, la résistance au changement d'une certaine opinion, la féminisation de la pauvreté et l'insuffisance des moyens financiers pour réaliser les activités nécessaires à l'amélioration effective du statut des femmes.

Quel est le message que vous voudriez lancer au public suisse pour attirer l'attention sur le problème des femmes qui ont été victimes des violences domestiques ou des violences sexuelles au Rwanda?
Mon message au public suisse, comme à toute la communauté internationale, est tout simplement lui demander de reconnaître les femmes rwandaises comme des victimes d'hier qui aujourd'hui se battent pour amener un changement positif dans la société et qui méritent un appui technique, financier et moral.

Propos recueillis par Marilena Berardo

8 mars
Journée internationale de la femme

Le 8 mars 1977, l'ONU adoptait une résolution enjoignant ses pays membres à célébrer une «Journée des Nations Unies pour les droits de la femme et la paix internationale»


Photo: M. Pasqualone

Congo RDC / Rwanda

Ces femmes qui prennent leur destin en main

Dans la région de frontière entre le Rwanda et la RDC, les femmes et leurs activités liées au petit-commerce transfrontalier construisent la paix au quotidien.

Chaque jour, des milliers de personnes traversent la frontière entre Goma (RDC) et Gisenyi (Rwanda). Ce sont majoritairement des femmes qui viennent échanger en petite quantité des produits vivriers, dit produits du cru (manioc, tomates, fruits, braise, lait, etc.). Cette activité transfrontalière, largement informelle, est couramment appelée «petit-commerce». Pourtant, ce commerce est au centre de l'activité économique: il est le mécanisme de survie et d'emploi pour 20'000 à 50'000 commerçants et leurs familles qui en dépendent directement ou indirectement, de part et d'autre de la frontière. Le petit-commerce est donc le symbole de l'interdépendance et de la complémentarité économique entre ces deux pays.



Photo: P. Matthey

Mais voilà qu'à partir du 9 avril 2012, l'Histoire se répète encore une fois. Une nouvelle rébellion au Nord-Kivu, largement accusée par la communauté internationale d'être soutenue par le Rwanda, vient à nouveau altérer les relations entre ces deux pays et ranimer les tensions déjà existantes entre les communautés de l'Est de la RDC. Les rebelles, appelés M23, finiront par prendre plusieurs postes frontaliers et même occuper la ville de Goma. Ce sont majoritairement des militaires congolais mais de communautés dites «rwandophones», c'est-à-dire Hutu et/ou Tutsi. Jamais éteintes mais toujours à l'affût, les rumeurs, la peur et la haine refont alors surface à l'encontre de tous ceux qui seraient susceptibles d'être leurs complices.

En ces temps troublés, les gens restent chez eux, et Goma fini parfois par être une «ville morte». Mais jamais très longtemps, souvent même dès le lendemain des combats. Les habitants ne sont que trop habitués à ce genre de situation. Que ce soit dangereux ou qu'on ait peur, il faut trouver de quoi manger et nourrir sa famille. Ces femmes qui font le petit-commerce sont donc bien obligées de reprendre leurs activités. Elles embarquent leurs quelques fruits, légumes ou pagnes, traversent à nouveau la frontière et la vie, tranquillement, précautionneusement, reprend. Elles ne s'arrêtent alors que pour manifester brièvement contre les violences faites aux femmes, contre la guerre, pour la paix.

Patrick Matthey

Sources:
Pole Institute et International Alert

Allez voir WADJDA,
l'histoire d'une petite saoudienne
qui voulait un vélo vert,
une histoire d'émancipation des femmes.

Le premier film réalisé par une réalisatrice saoudiennne, Haifaa Al Mansour.
Avec Waad Mohammed, Reem Abdullah

Pascal vous présente Marnie, leader communautaire

Pascal Blunier, ingénieur en environnement, travaille au sein de FADCANIC depuis deux ans. Il collabore à des projets d'agroforesterie et de gestion de ressources naturelles, dont l'eau, ce qui l'amène à voyager passablement dans les différentes communautés bénéficiaires. C'est ainsi qu'il a rencontré Marnie.

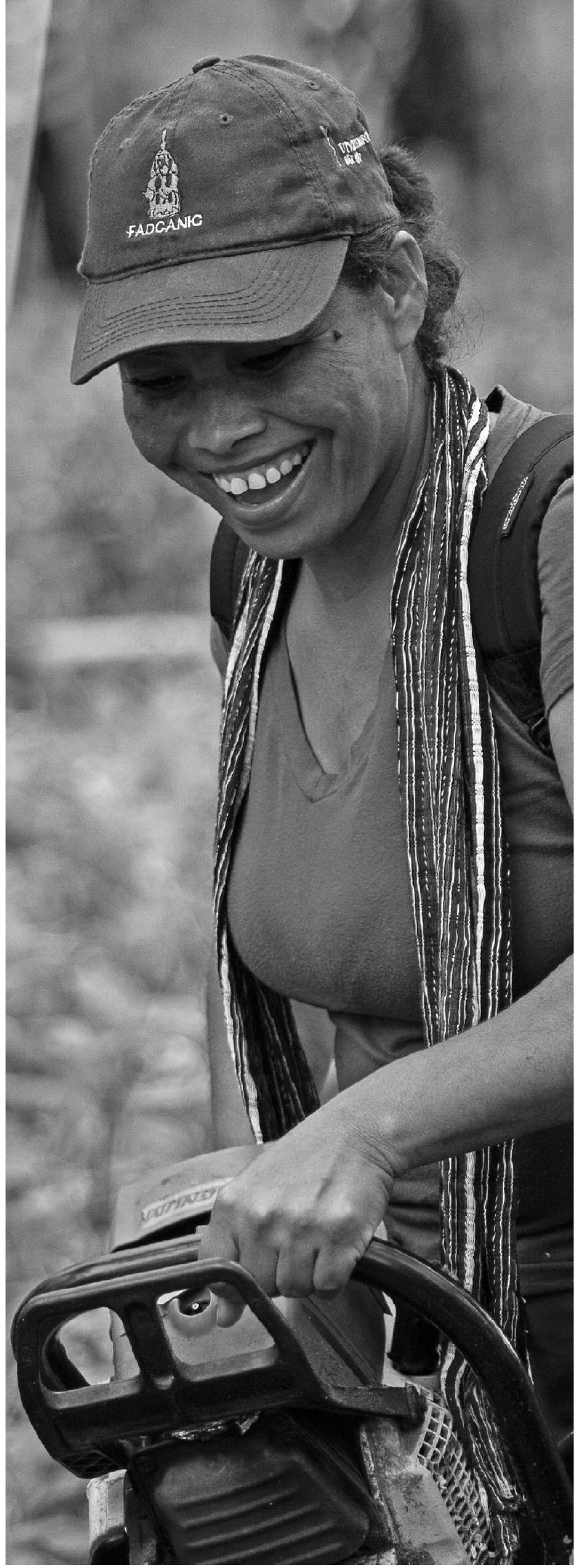


Photo: P. Blunier

Pearl Lagoon, la lagune des perles… N'imaginez-vous pas y venir, n'en rêvez-vous pas déjà? C'est de ce monde enchanteur que vient Marnie Tinkam, plus précisément du village d'Haulover, une communauté située au sud de la lagune. Par ses origines, Marnie est une vraie «Costeña». Elle est tout à la fois Créole, Miskita et Garifuna. Si Pearl Lagoon, avec ses barques de pêcheurs, ses maisons colorées, l'accent exotique de son créole et sa nonchalance naturelle, apparaît à première vue comme un petit paradis des Caraïbes, c'est aussi une zone particulièrement défavorisée du Nicaragua; les infrastructures y sont rudimentaires et le mode de vie des populations est de plus en plus menacé par la réduction des ressources piscicoles, la déforestation ou encore les changements climatiques. Dans un tel contexte, Marnie est triplement discriminée: elle l'est comme habitante du pays le plus pauvre d'Amérique latine, elle l'est également comme minorité ethnique d'une des zones les plus défavorisées du Nicaragua, elle l'est enfin comme femme dans un pays où le machisme est une cruelle banalité.

Pourtant, Marnie est «un vrai» leader dans la région. C'est la responsable municipale du programme de développement rural qu'exécute FADCANIC en partenariat avec la Norvège et dans lequel travaille votre serviteur. Marnie est «un acteur» du changement pour sa région: grâce à son travail depuis des années, des hectares de forêt ont été maintenus en place, d'autres ont été replantés. Avec FADCANIC, elle a également permis à de nombreuses familles d'améliorer leur condition de vie par le développement de nouvelles cultures, l'adoption de systèmes agroforestiers, la construction de puits, de fours et de latrines écologiques. Surtout, en aidant ses concitoyens à s'organiser, elle participe à faire entendre les sans-voix et à ce que les décisions pour le futur de la municipalité de Pearl Lagoon soient prisent par les premiers concernés: ses habitants.

Comme pour beaucoup de femmes dans le monde, les journées de travail de Marnie ne s'arrêtent pas à la porte de son bureau. Elle mène de front une vie professionnelle engagée, l'éducation de ses deux enfants, - son mari travaillant 10 mois par an sur des bateaux de croisière internationaux -, des études de Master et enfin de nombreux engagement pour la vie de sa communauté. Ces multiples vies s'articulent dans l'engagement de Marnie. Quand on l'écoute, la communauté et la famille sont intrinsèquement liées: les précieuses ressources naturelles, dont dépend Pearl Lagoon, sont un héritage des choix avisés de ses ancêtres et une forte responsabilité pour les générations futures. Elle est, par ailleurs, intimement convaincue que les responsabilités et les décisions que prennent les femmes dans la famille sont une démonstration de leur capacité à s'impliquer dans la société et à agir comme leader dans leurs territoires.

Tout comme d'autres femmes exceptionnelles de cette région, Marnie est une source d'espoir et de rêve pour le futur d'une côte Atlantique du Nicaragua si belle et riche, mais si fragile.

Pascal Blunier

Départs

Sylvie et Alain

Ce couple d'intervenants en thérapie sociale s'apprête à retourner à Désarmes, en Haïti, pour quelques semaines au printemps. Il s'agit d'accompagner les processus collectifs et individuels résultant des séminaires et ateliers menés en 2011 et 2012 sur les thèmes de la violence, de la peur et autour des activités génératrices de revenus.

Diego

Ingénieur civil, il renforcera durant son service civil de 6 mois, l'équipe technique en infrastructures communautaires d'ODESAR, une ONG nicaraguayenne qui mène des projets de développement intégral dans des communautés rurales de la région de Matagalpa.

Serge

Pour des raisons de sécurité, Serge avait dû reporter sa mission auprès de Pole Institute, en République Démocratique du Congo. Il part au printemps poser les premiers jalons d'une maison de la culture à Goma. Il aura pour tâches de recenser les activités culturelles passées, de rencontrer des artistes et des artisans locaux et d'évaluer les envies, les besoins et les possibilités.

Jean-Pascal

Avec l'insertion de cet ingénieur en environnement au sein de l'équipe d'agro-foresterie, le partenariat entre Eirene Suisse et FADCANIC se poursuit. Jean-Pascal sera appelé à conseiller l'équipe et seconder ses collègues dans le suivi des projets liés à la gestion responsable et perenne des ressources naturelles.

Une femme

C'est possible !
Femme engagée, Femme militante, Femme très active professionnellement, Femme spécialisée, Femme polyvalente, Femme expérimentée dans plusieurs domaines, Femme chercheuse, Femme responsable de projets, Femme maman, Femme chef, Femme amie, Femme toujours disponible, Femme respectée, Femme respectueuse, Femme sensible, Femme sensée, Femme profonde, Femme convaincue, Femme convaincante, Femme critique, Femme conciliante, Femme ouverte aux convictions des autres, Femme généreuse, Femme responsable.

Brillante mais toujours humble, critique et toujours constructive, douce et ferme à la fois, alliant la bonté du cœur et l'exigence méthodologique, la rigueur scientifique et la souplesse relationnelle qu'exige toute rencontre…

Silvia est cette femme.
Symbole d'une féminité moderne, combinant avec une grande aisance les éléments de la vie privée et de la «vie publique», agissant au quotidien pour le changement respectueux des gens, de l'environnement, des dynamiques sociales.

Son souvenir est un moteur pour nous tous, nous toutes, qui tentons d'être engagé-e-s au quotidien, porté-e-s par nos idéaux mais si souvent rattrapés par la complexité de la vie. Merci Silvia de nous avoir montré qu'il est possible d'être toutes ces femmes à la fois, avec tant de naturel, de force et de beauté.

Edith Kolo

Nos excuses

Nos ami(e)s de Bienne et environs ont reçu nos voeux de fin d'année en allemand suite à d'une automatisation pas suffisamment fine de notre système d'adressage. Nous sommes désolés de savoir que nous avons ainsi heurté certaines personnes et les prions de bien vouloir nous excuser.



Eirene Suisse
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch
info@eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: Pour nous aider à couvrir nos frais de production l'abonnement passe à Frs 20.- 4 parutions par an
Abonnement de soutien: Frs 50.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé **Textes**: J. Strobel, A. Henry, C. Maye, M. Berardo, P. Matthey, P. Blunier, E. Kolo, B. Faidutti Lueber, C. Buccella
Photos: B. Faidutti Lueber, Voces Nuestras, USAID/Rwanda, P. Matthey, P. Blunier, Los Angelitos, M. Pasqualone
Traductions: J. Baehler **Relecture**: B. Faidutti Lueber, J. Strobel
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch